

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE de la LIGUE COMMUNISTE

Section française de la Ligue Communiste Internationaliste (Bolcheviks-Léninistes)

ABONNEMENTS : France 1 an : 20 fr. 6 mois : 10 fr. Abonnements d'essai trois mois : 5 francs
 Etranger 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr.
 Compte chèque postal : P. Frank 1368-55 Paris Parait le vendredi

DIX ANS SANS LÉNINE

C'est le titre sous lequel l'Humanité convoque les ouvriers révolutionnaires à la commémoration de Lénine. C'est, en effet, dix années « sans Lénine » que les stalinien ont à commémorer. Dix années marquées en Chine, en Allemagne, en Angleterre, en Espagne, ici, par le recul du mouvement révolutionnaire sous la direction stalinienne.

Depuis la mort de Lénine, depuis que dans l'état ouvrier isolé dans le monde capitaliste la bureaucratie stalinienne s'est emparée de l'Internationale communiste, grâce au recul de la vague révolutionnaire d'après guerre, dix ans sont passés. Que reste-t-il du léninisme ? L'internationalisme prolétarien est banni au profit du « socialisme dans un seul pays » et des programmes de « libération nationale et sociale ». La « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » est remplacée par le pacifisme petit-bourgeois du mouvement d'Amsterdam.

La lutte pour l'unité syndicale est morte. Le véritable front unique capable d'entraîner le gros de la classe ouvrière a cédé le pas au « front unique par en bas » et à la théorie du « social-fascisme ». Le lien indissoluble entre l'état prolétarien et le mouvement ouvrier mondial est remplacé par la politique des pactes avec les puissances impérialistes et demain par l'entrée dans la Société des Nations.

Que restera-t-il de l'Internationale communiste ? Quelles sont les parties qui constituent encore une force révolutionnaire sur la carte du monde ? Le jour du dixième anniversaire, la bureaucratie stalinienne procède aux dernières modifications de ce que fut le parti bolchevik.

Le léninisme est toujours vivant : il est toujours la doctrine qui, à travers l'épreuve de la guerre impérialiste, a conduit l'avant-garde à la révolution victorieuse. Une poignée de compagnons de Lénine ont défendu contre toutes les attaques l'héritage du parti bolchevik pendant les dix années sans Lénine.

De grandes épreuves et de grandes possibilités sont ouvertes devant le prolétariat. Il a besoin de la ferme direction d'une Internationale de combat indéfectiblement liée à ses intérêts historiques. Quand sonora la Deuxième Internationale dans le carnage impérialiste, la lueur de Zimmerwald éclaira la marche du prolétariat à la révolution. Dans l'Europe du fascisme et de la crise, en présence des Internationales serviles ou stérilisées, la même lueur éclaira encore la voie. Les idées de Marx et de Lénine constituent la plateforme de rassemblement que doivent rejoindre — devant le désastre de Deux Internationales — tous ceux qui veulent ouvrir pour le rassemblement ouvrier.

Dix années sans Lénine. Cela suffit. Sous le drapeau de Lénine, travaillons à forger la Quatrième Internationale.

DANS LE TEXTILE LILLOIS La Comédie de la Détresse

Les événements qui se déroulent dans les textiles du Nord, donnent à la classe ouvrière une démonstration éclatante de la valeur des promesses patronales et même des traités que le patronat est amené à signer au cours des grands combats de classe. De grandes grèves ont secoué la région du Nord, la plus récente se termina par l'acceptation d'un compromis d'où il résultait que l'indice du coût de la vie réglementerait la fluctuation des salaires, actuellement l'indice du coût de la vie dans la région du Nord monte de plusieurs points : c'est ce moment que le patronat des filatures de coton choisit pour diminuer les salaires de 6 p. cent pour les hommes et 8 p. cent pour les femmes !

La situation du prolétariat textile est déjà misérable, le total des salaires horaires a été amputé dans la filature lilloise de coton, de 43.000.000 depuis 1929 et cela en conséquence directe du chômage partiel. Le patronat invoque sa détresse, qu'en est-il de cette détresse ? (Suite Page 4)

LES GRANDS MORTS DE LA RÉVOLUTION PROLÉTAIRIENNE

LÉNINE - LIEBKNECHT - LUXEMBOURG

Chaque année, le 21 janvier, les révolutionnaires appellent les ouvriers à se souvenir de Lénine, de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg. Lénine est mort à la suite d'une longue maladie, le 21 janvier 1924, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, leaders du prolétariat allemand, sont morts le 15 janvier 1919 dans la lutte révolutionnaire, assassinés par des soudards à la solde des chefs socialistes allemands qui travaillaient alors à étouffer l'insurrection prolétarienne au profit de la République bourgeoise.

La commémoration que préférerait Lénine, c'est de continuer la lutte vivante, l'action de chaque jour pour la révolution prolétarienne ! Aux ouvriers qui sympathisent avec le communisme et qui voudraient autre chose que les parades du parti communiste pour foutre en l'air le régime pourri des capitalistes, nous disons : pas de commémoration derrière les formules de triomphe de l'Internationale de Staline, cette sombre faillite des événements d'Allemagne ! Le léninisme, camarades, tu l'apprendras chaque semaine dans les lignes de notre journal, tu le vérifieras chaque jour dans notre action, et plus jamais dans les sermons de l'église stalinienne !

Nous voulons forger le parti léniniste capable de conduire les ouvriers à la victoire, et le meilleur moyen de commémorer Lénine, c'est de laisser les usupérateurs du léninisme à leurs déclarations, de lire Lénine, et dès maintenant, camarade, de suivre notre action, de l'appuyer, de l'organiser pour renforcer le noyau du nouveau parti léniniste !

Le nom de Karl Liebknecht, créateur de l'Internationale des Jeunes (1907) leader de l'antimilitarisme révolutionnaire en Allemagne pendant la guerre, le nom de Rosa Luxemburg, créatrice du parti socialiste polonais, tous deux pionniers de la III^e Internationale dès que la seconde eut sombré dans le stalinisme en 1914, restent comme des soufflets à la face des bureaucrates installés dans l'Internationale de Moscou et qui bavardent sur l'invincibilité du parti communiste allemand, tandis qu'ils portent sur la conscience une responsabilité effrayante !

Sous le drapeau de Lénine, de Liebknecht et de Luxemburg, nous bolcheviks-léninistes, forts de la confiance du grand compagnon de Lénine, Léon Trotsky, qui fut avec Lénine le chef de la Révolution Russe et qui en Allemagne défendit la politique léniniste contre l'Internationale stalinienne, nous appelons les ouvriers à secouer le joug paralysant de l'Internationale socialiste des laquais de la bourgeoisie et de l'Internationale bureaucratique des opportunistes de Moscou.

Pour la défense des conquêtes de l'Octobre soviétique, pour le renversement du capitalisme, en avant ! Vive la IV^e Internationale léniniste ! Lénine est avec nous, Camarades !

DANS LA BOUE DE L'AFFAIRE STAVISKY

Le Ministère des Gauches dans la bourrasque

L'affaire Stavisky continue à dérouler toutes ses conséquences. Elle met à nu, jour après jour, la pourriture des politiciens aventuriers, des magistrats aux ordres et des policiers de « gangsters ». Elle révèle comment l'« honnête » pressuration sans merci des travailleurs par les maires de forges et les magnats des mines s'entrelace, avec l'escroquerie crapuleuse ; comment l'« honnête » façade sociale avec ses ministres provocateurs, ses hauts magistrats faussaires, ses grands administrateurs concussionnaires repose sur une police de nerfs et une magistrature de valets.

Dans une telle affaire, les travailleurs doivent voir clair, avant tout ! Quelle merveilleuse occasion de mettre à nu toutes les combinaisons secrètes, tous les trafics clandestins et pourris, dont sont farcis les coulisses du capitalisme. Le régime qui a débuté par les tripoteurs thermidoriens, vaincu avec Thiers, voleur et assassin, révèle ses entrailles et sa situation.

C'est à ces traits politiques malheureusement restés dans l'ombre qu'il faut s'attaquer :

1) Il apparaît déjà que la lutte autour de Stavisky est liée à celle qui oppose les deux clans qui cherchent à faire prédominer une politique extérieure différente. Dans Paris-Soir du 15 janvier Sauerwein définit ainsi les deux « grands courants » : « avec l'Allemagne contre le communisme, avec la Russie soviétique pour la paix de l'Europe ». Bien entendu, ces formules ne doivent pas être prises au pied de la lettre.

Mais leur sens est le suivant : une partie de la grande bourgeoisie, sous la coupe de l'industrie lourde et, dont le chef est Tardieu, préfère les conversations directes avec Hitler et voudrait pousser l'Allemagne contre la Russie. Le Comité des Forges, les anciens gros actionnaires des usines Poutilov et autres, les banques (Crédit Lyonnais) qui maniaient les fonds des petits porteurs de fonds russes alimentent cette campagne. Il semble même qu'une partie des radicaux se soit ralliée à cette tendance (Daladier).

L'autre partie, orientée par les grandes banques d'affaires, par le commerce d'exportation ; elle soutient les radicaux qui exploitent le sentiment démocratique des masses en les dressant contre Hitler. Cette lutte joue actuellement un grand rôle dans la politique bourgeoise.

Or, il apparaît que Stavisky utilisait principalement le courant « de gauche ». Etant donné le genre de combinaisons

financières auxquelles il se livrait, il y trouvait particulièrement son profit. C'est aussi la raison pour laquelle le clan Tardieu a attaqué le gouvernement Chautemps avec un tel acharnement.

(Suite page 2.)

VÉRITÉS...

PEINTS PAR EUX-MEMES

Une heure passée au Comité exécutif de mon parti (radical)...

Des attachés de cabinet vont de groupe en groupe soufflant : « Il faut soutenir votre parti. D'autres fois ça été des ennemis politiques qui se sont trouvés pris dans des scandales. Cette fois, ce sont nos amis. Chacun a ses fournisseurs de fonds. L'un des nôtres a été découvert. Dieu merci, il ne parlera plus. Serrons les coudes pour sauver le gouvernement. » (Bertrand de Jouvenel, VU, 17-1-34.)

LE « TRAVAILLEUR DE L'EST » A L'AVANT-GARDE

Dans « Le Travailleur », Rassinier reprend la lutte politique contre nous avec une information sensationnelle qui lui est fournie par ses correspondants « au Quartier Latin » qui constituent une phalange assez compétente.

Mieux vaudrait qu'il soit plus loquace au sujet du Comité antifasciste de Naegelen et Dreyfus-Schmidt auquel le compagnon de Souvarine participe activement.

A propos de l'inaction de ce comité, lors du meeting des J. P., il écrit : « Nous nous taisions publiquement pour ne pas nuire à l'action engagée. »

On se demande quelle action ?

UNE VICTOIRE DE LA POLITIQUE STALINIENNE

L'« Avant-Garde » peut enfin tirer le bilan de la savante tactique amsterdamienne et stalinienne pour gagner les ouvriers socialistes.

La camarade Sania, de l'Action Socialiste, adhère aux J. C. Par contre, une triste nouvelle : le camarade Lissansky, demande sa réintégration à la S.F.I.O.

Bilan d'une politique éprouvée.

LA GRANDE FÊTE DE « LA VÉRITÉ »

au profit des Camarades Allemands émigrés à lieu **Dimanche 4 Février à 14 h. 30** Salle du Syndicat, 12, Rue du Renard (Métro : Hôtel-de-Ville)

Billets de participation 0,95 4 billets donnent droit à l'entrée Retirer les billets à « LA VÉRITÉ » (Voir Programme Page 4)

Il faut rebâtir le Parti de la Révolution !

TRAVAILLEURS !

En France, la situation économique s'aggrave chaque jour. Les partis bourgeois se vautrent dans les plus ignobles scandales. Le capitalisme veut amoindrir les effets de la crise en diminuant aux ouvriers occupés des villes et des campagnes leur maigre salaire, aux petits fonctionnaires leur traitement, aux chômeurs leur allocation déjà misérable, rognant à tous les libertés et les droits acquis durant des années de combat.

Soucieuse de briser toute résistance, la bourgeoisie française se dirige peu à peu vers le fascisme. Elle organise des bandes patriotiques, elle tente de diviser la classe ouvrière pour mieux l'écraser, elle exploite les préjugés nationaux contre nos frères de misère étrangers !

IL FAUT DÉFENDRE NOS DROITS ET NOUS GROUPEUR POUR ABATTRE LE CAPITALISME.

MAIS QUE FONT LES PARTIS OUVRIERS ?

Hitler a triomphé en Allemagne et réduit les travailleurs allemands à l'esclavage, par la carence des partis se réclamant de la classe ouvrière.

Socialistes de collaboration de classe, pseudo-communistes stalinien, continuent ici la politique qui a abouti en Allemagne à la défaite ouvrière.

Ces partis bavardent sur l'unité et ruinent en réalité la confiance des travailleurs dans leur puissance de classe. Leurs fautes affaiblissent le soutien du prolétariat mondial à la Révolution Russe, encouragent son repli national.

Leur impuissance a écarté des dizaines de milliers d'ouvriers qui doivent reprendre de l'activité révolutionnaire.

IL FAUT recréer partout des centres de propagande et d'action révolutionnaire.

IL FAUT arracher la Jeunesse prolétarienne à la religion et à la patrie.

Fidèles aux idées de Lénine et de Trotsky qui, à la tête du Parti Bolchevik russe, firent triompher la Révolution Russe, nous, ligue communiste, qui avons pendant des années lutté pour ramener l'I.C. et ses sections à leurs principes du début, nous fixons pour tâche de rebâtir en France le parti de la révolution !

Nous appelons les travailleurs conscients à mener avec nous une lutte acharnée :

POUR que s'organise dans son syndicat chaque ouvrier ! que les syndicats ouvriers cessent leur division et s'unissent ! que tous les partis ouvriers s'allient et créent des milices frappant ensemble sur la vermine patriote ! le **Gouvernement des Ouvriers et des Paysans** ! l'Internationalisme contre le Patriotisme ! la défense effective de la Russie soviétique, par le renforcement prolétarien.

L'AVANT-GARDE REVOLUTIONNAIRE ENTENDRA NOTRE APPEL, elle se groupera autour du drapeau des bolcheviks-léninistes.

Les fils de la Commune se joindront à la tâche que poursuit l'avant-garde prolétarienne dans tous les pays : **REBÂTIR LE PARTI REVOLUTIONNAIRE, c'est-à-dire la 4^e INTERNATIONALE.**

La Ligue Communiste (Bolcheviks-Léninistes) Section Française de la Ligue Communiste Internationaliste

Pour notre propagande

La Ligue va engager une campagne systématique pour définir notre position de principe pour la création d'un nouveau parti parmi les masses ouvrières. Dans ce sens, le C. E. de la Ligue a adopté le manifeste que nous publions ci-dessous, manifeste qui sera publié en plusieurs milliers d'articles et plusieurs milliers de tracts. Enfin, pour développer les divers points de ce manifeste, une brochure simple et courte est en préparation.

Nous demandons dès maintenant à tous nos groupes amis de passer leur commande d'affiches et de tracts. Nous les leur livrerons à raison de 0 fr. 50 l'affiche non timbrée et, pour les tracts, de 3 francs par cent, et de 25 francs par mille. Le Secrétaire.

UNE PRIME

Les premiers résultats que nous connaissons au sujet de notre relancement sont encourageants. La vente a augmenté, les rentrées de fonds également. Mais c'est encore bien insuffisant non pour nous priver de tout souci, mais seulement pour nous laisser quelques semaines de répit.

Pour que nous puissions persévérer, il faut nous aider. Comment ? Nous ne pouvons que vous le répéter : l'emprunt, la souscription, l'achat de livrer, et avant tout l'abonnement.

Ce que chaque camarade peut faire, c'est nous trouver DES ABONNÉS. Dans son syndicat, dans son organisation locale, à son atelier, chacun trouvera facilement un camarade qui s'abonnera. Le versement est absolument minime : pour 3 mois, 5 fr. ; pour 6 mois, 10 fr. ; pour un an, 20 fr. L'Administration de LA VÉRITÉ a décidé d'offrir à tout camarade ou groupe qui, avant le 1^{er} avril, aura recolté pour 100 francs d'abonnements nouveaux de 6 mois ou de un an, un exemplaire du tome III de l'Histoire de la Révolution russe du camarade Trotsky. Dépêchez-vous, camarades, de vous mettre à l'œuvre. Vous avez deux mois devant vous. Qui sera le premier à bénéficier de la prime ? Qui recueillera le maximum d'abonnements ? Les groupes de la région parisienne, le Nord, Marseille vont-ils rivaliser ? Vont-ils se laisser battre par des camarades isolés ? La lutte est ouverte, au profit du journal.

Utilisez le compte P. Frank, 1368-55, Paris.

Emprunt de relancement de « La Vérité » remboursable en livres, dans le courant de 1934. (Première tranche, troisième liste)

Recard	50 »
Du, versé par Billie	200 »
Gai	50 »
Chestier	20 »
W., versé par Melche	5 »
Total	325 »
Total général	2.920 »

SOUSCRIPTION

Barbata	1,50
Jean Luor	20 »
Versé par Legrand	40 »
Lherbet	50 »
Nollac	10 »
W. (Angleterre)	65 »
Un camarade de la T.C.R.P., Championnet	10 »
Total	196,50

A la veille du Congrès par LÉON TROTSKY

Les Congrès bolcheviks autrefois et maintenant Le Congrès du parti dirigeant de l'Union Soviétique, qui va se tenir bientôt, est appelé à fournir, selon la formule préparée par avance, l'approbation de la direction politique, du plan économique et du travail de l'I.C. Cependant, ces trois domaines, étroitement liés entre eux soulèvent un certain nombre de questions brûlantes, auxquelles le Congrès ne pourra et ne voudra répondre. Non pas parce que les questions vont à l'encontre des intérêts de l'état ouvrier, mais parce que le fait même de poser ces questions est incompatible avec les intérêts de la bureaucratie dirigeante.

Avant tout : pourquoi pendant trois ans et huit mois n'a-t-on pas convoqué le congrès ordinaire du parti ? Dans les plus dures conditions de la lutte illégale et de l'émigration, de 1903 à 1907, se tinrent quatre congrès : à Bruxelles-Londres, à Genève, à Stockholm, et de nouveau à Londres. Les années suivantes de réaction et

de complet déclin du parti, qui survinrent, rompirent la succession régulière des congrès. C'est seulement en 1912, à Prague, que se tint la conférence bolchevique, qui équivalait à un congrès. A peine le mouvement révolutionnaire renaissait-il (1912-1914) qu'éclata la guerre. En avril 1917, fut de nouveau convoquée une conférence du parti, égale elle aussi par son importance, à un congrès. Quatre mois plus tard, fin juillet 1917, se réunit dans des conditions semi-illégales le sixième congrès du parti, qui présentait les prémisses politiques de l'insurrection d'octobre. Huit mois plus tard, un nouveau congrès était appelé à résoudre les désaccords de Brest-Litovsk. Les cinq congrès suivants se tinrent régulièrement à une année d'intervalle, et chacun d'eux marqua une époque importante dans le développement du parti et de la politique soviétique. Chaque congrès était précédé d'une discussion qui se déroulait dans une liberté complète.

(Suite Page 2)

LE MOUVEMENT INTERNATIONAL

La politique de l'impérialisme français

Grand débat de politique extérieure au Sénat. Grand discours de Paul-Boncour. L'orientation est très nette : le maintien des rapports créés par le traité de Versailles (droit du peuple sarrois à disposer de lui-même !, « indépendance » de l'Autriche, soutien de la Petite-Entente); naturellement, Boncour affirme qu'il ne s'agit pas d'encercler l'Allemagne, on veut une politique cordiale avec elle, mais en même temps on dénonce le traité de commerce franco-allemand. Bien entendu, l'impérialisme allemand se montre tout aussi farouche pour augmenter sa part au soleil.

Dans ce conflit, l'impérialisme français cherche un appui du côté de l'U.R.S.S. qui se trouve elle-même menacée par le fascisme hitlérien. L'apologiste du soldat polonais est devenu aujourd'hui un ami de l'Union soviétique qui « ne fait pas partie encore de la S.D.N. » mais qui est bien engagée sur cette voie. Que le gouvernement soviétique exploite les conflits dans le camp impérialiste, c'est fort bien, nous le répétons encore une fois. Mais ce que nous dénonçons, c'est, d'une part que l'U.R.S.S. se mette en fait au service d'un des camps, et, d'autre part, que cela entraîne une capitulation des P. C. devant l'impérialisme. Car, comment appeler la position défendue récemment dans l'Humanité, au sujet des regroupements impérialistes ?

Il y a, écrit-on, des nations qui veulent la guerre (l'Allemagne par exemple) et d'autres qui, actuellement, sont pour la paix (la France par exemple). Nous voilà en plein sur la voie de la théorie de l'agresseur, de l'agressé élevé à la social-démocratie. Non, M. Peri, il y a des nations qui veulent changer les rapports créés par Versailles et d'autres qui veulent conserver les privilèges et les rapines que le traité leur a procurés, et qui, pour cela même, sont « pacifistes ».

Le discours de Boncour a montré ce qu'est ce pacifisme tout comme vos articles ont montré une fois de plus ce qu'est votre communisme.

Autriche

Beaucoup d'agitation dans l'ancien royaume des Habsbourg. Swich, ministre italien, et un fonctionnaire de l'ambassade hitlérienne ont, chacun pour leur part, agi en faveur de l'indépendance de l'Autriche. Dollfus s'aperçoit que sa position est minée; les Heimwehren avec qui il a dû s'entendre frottaient avec les nazis, le timogage d'Alberti par Starhemberg ne trompant personne. Il fait une semonce clandestine à Berlin, menace de s'adresser à Genève, prononce des déclarations grandiloquentes à Vienne etc... cherche à durer encore. Il n'y arrive que par la division des impérialistes.

Cela aurait déjà permis beaucoup au prolétariat, si celui-ci n'avait été paraly-

sé par la social-démocratie. Aux travailleurs socialistes de France à qui Le Populaire a jadis rebattu les oreilles avec les réalisations de la municipalité de Vienne de réfléchir sur les « réalisations » de l'austromarxisme dans la lutte contre le fascisme.

En Mandchourie

Après en avoir fait un état indépendant, le Japon transforme la Mandchourie en royaume, moyennant des bénéfices sérieux comme l'indique la dépêche suivante : « Aussitôt que la monarchie aura été proclamée, un nouveau protocole étendant l'influence du Japon sera signé » (Temps, 23-1-34).

Autrement dit, l'impérialisme nippon fortifie ses fonctions en vue d'une guerre prochaine. Qui pense encore à l'arbitrage de la S.D.N., au rapport Lytton, etc... ?

Dans L'I.L.P.

L'Indépendant Labour Party britannique, après avoir rompu avec la 2^e Internationale, et s'orientant vers la révolution, cherche une position politique, une affiliation internationale. Les tendances s'affrontent âprement. Une partie veut retourner à l'I.O.S. Une autre veut aller à Moscou, mais en posant des conditions quant à la démocratie ouvrière, le droit de critique, etc. Une autre fraction enfin lutte pour l'orientation vers la 4^e Internationale.

La lutte interne qui dure depuis des mois, trouvera son couronnement au prochain congrès à Pâques. Aux membres de l'I.L.P. cherchant la voie révolutionnaire, la ligne communiste internationaliste déclare : si l'I.L.P. ne veut pas disparaître misérablement de la scène politique, il n'a qu'une voie possible : la 4^e Internationale. Là se trouve l'avenir du prolétariat. Les autres Internationales ne peuvent amener qu'à de nouvelles défaites plus terribles encore que celle de l'Allemagne.

A partir du 1^{er} Février, achetez dans les kiosques de Paris : « Que s'est-il passé en Allemagne ? » Une forte brochure, au prix de 0 fr. 75. Passez vos commandes à la VERITE, 23, rue des Vinaigriers.

LÉON TROTSKY publie
HISTOIRE DE LA REVOLUTION RUSSE
Tome III
In-Octavo, 484 Pages
RIEDER 25 Fs
les grands jours d'OCTOBRE

UNE INTERVIEW DE STALINE

Pour la Société des Nations impérialistes

Ce ne sont plus seulement les diplomates soviétiques qui, pour se conformer aux usages « diplomatiques », parlent aujourd'hui en termes bienveillants de la S.D.N. Mais la même chose est faite par Staline, le secrétaire du parti bolchevik, le « chef du prolétariat mondial », le « chef de la révolution internationale », le « disciple génial de Lénine », etc... Au journaliste américain Duranti, lui demandant : « Votre attitude à l'égard de la S.D.N. est-elle toujours celle de l'exclusive ? », il répond : « Non, pas toujours, pas dans toutes les conditions... S'il en est ainsi, la S.D.N. s'opère être un léger frein susceptible dans une certaine mesure de rendre la guerre plus difficile, susceptible dans une certaine mesure de faciliter la paix, alors nous ne sommes plus contre la S.D.N. » (reproduit par la Correspondance internationale n° 3-4).

Rosenfeld et Paul-Boncour, la 2^e Internationale et le Quai d'Orsay peuvent se féliciter. Il est loin le temps où Lénine, les bolcheviks, l'I.C. dénonçaient la S.D.N. comme un instrument des brigands impérialistes ! Naturellement, les scribouillards de l'Humanité emboîtent le pas à Staline et dénoncent ceux qui veulent reviser par la force la carte de l'Europe. Qu'il faille dénoncer le danger hitlérien, la menace de guerre qu'il comporte, fort bien ; mais cela ne devrait pas amener un organe prolétarien à se prononcer pour le statu quo de Versailles. Que faites-vous, Messieurs les rédacteurs de l'Humanité du mot d'ordre : A bas le traité de Versailles ?

Nous en sommes, avant la venue de Hitler au pouvoir, prononcée contre la mise en avant par le P.C. allemand de son programme dit de libération nationale et sociale. Pour nous, la lutte contre le traité de Versailles, si nécessaire soit-elle, ne devait pas constituer l'axe de la politique du P.C. allemand. Mais, aujourd'hui, nous devons dénoncer ceux mêmes qui ne voyaient que la lutte contre Versailles pour leur abandon de cette lutte, tout en continuant d'affirmer que la ligne était juste et qu'elle reste juste.

Toutes ces incohérences des partis et de la presse staliniste, déroutent le prolétariat, sur le point de la politique du socialisme dans un seul pays qui a mené l'I.C., sous la direction bureaucratique, à la ruine. Pour lutter contre la S.D.N., pour lutter contre Versailles, pour lutter contre le fascisme, il faut rebâtir une Internationale prolétarienne, il faut créer la IV^e Internationale.

Nous invitons nos lecteurs à nous transmettre leurs suggestions et leurs observations concernant l'administration du journal. En particulier, nous donner des indications précises, avec l'adresse exacte, des marchands, kiosques, etc., insuffisamment approvisionnés en VERITE.

... et contre les thèses du XIII^e Plénum

Le 13^e Plénum s'est réuni à Moscou et à même décidé la tenue du 7^e congrès de l'I.C. six années après le précédent. La fraction staliniste s'efforce de rendre à un moribond la santé ou une apparence de vie. Ce sera en vain.

Peu à dire sur la thèse adoptée par le 13^e Plénum : la crise s'aggrave, la révolution s'approche, la social-démocratie se fascise de plus en plus. Tout va pour le mieux donc; entre le 12^e et le 13^e Plénum, Hitler a pris le pouvoir, mais ce n'est pas bien grave. On peut noter un retour de la phraseologie de la « 3^e période », avec encore moins de force pour lenter d'en appliquer les directives. Au lendemain du 13^e Plénum, le « chef génial », Staline lui-même, en a démenti l'appréciation générale de la situation. Dans ses déclarations au New York Times, il s'est exprimé ainsi : « Je ne crois pas qu'on réussira à atteindre l'essor de 1929, mais le passage de la crise à la dépression et à une certaine reprise, avec toutefois certaines oscillations en haut et en bas, non seulement n'est pas exclu, mais est sans doute même probable ».

Cela nous paraît moins faux que la thèse de Kuusinen et du 13^e Plénum. Sans parler de prospérité, il est vraisemblable que la crise économique a atteint son fond, les difficultés politiques restent cependant entières. Mais comment Messieurs les bureaucratés pourront-ils nous dire quelle perspective économique leur semble juste? Celle de la résolution du 13^e Plénum ou celle du « meilleur disciple de Lénine » ?

Gageons qu'ils résoudront cette « divergence » par un renforcement de calomnies, d'injures et de répression contre les bolcheviks-léninistes.

NOTE DE LA REDACTION

Le manque de place nous oblige à laisser pour le prochain numéro un article du camarade L. Trotsky sur le XIII^e Plénum, et une étude sur la S.F.I.O. à la veille de son congrès extraordinaire.

L'église et Hitler

L'Eglise catholique en Allemagne influence toujours de larges masses ouvrières dans les bassins industriels de la Rhénanie et la petite paysannerie en Bavière. Le fascisme a « mis au pas » les syndicats chrétiens, incorporé les fortes organisations des jeunes catholiques dans les jeunesse hitlériennes; et maintenant il s'attaque à l'Eglise. La « Tour du Centre » résiste, les églises ne paviseront plus à la croix gammée et arborent leurs propres drapeaux; des prêtres se font arrêter pour avoir fait de la propagande antinaziste du haut de leur chaire. Les prêtres catholiques se sont organisés en plusieurs organisations dont la plus importante est le Pfarrerrotbund contre l'organisation nazi des Deutsche Christen ». Toute une prétendue lutte de théories ecclésiastiques différentes au fond dissimule ce fait : le fascisme craint que dans l'Eglise et les « anneaux catholiques » se rassemblent les opposants au régime. D'autre part, l'Eglise ne veut pas se lier trop étroitement et ouvertement à un régime, qui doit attirer de plus en plus la haine des masses exploitées, afin de ne pas être compromise avec celui-ci. L'Italie a été une leçon pour Hitler, l'Espagne une autre pour le pape. L.

Le ministère des Gauches dans la bourrasque

(Suite)

2^e) Un deuxième aspect de cette affaire, c'est la réaction fasciste qu'elle a provoquée. Les vociférations des camelots du roi et les bagarres déclenchées par les réactionnaires autour de la Chambre des députés sont un symptôme grave.

Pourquoi le Popu et l'Humu s'indignent-elles lorsque les Croix de Feu tentent de manifester à Mémilmontant, et pourquoi prennent-ils « à la blague » les manifestations du Palais Bourbon ? Ce sont les faits étroitement rattachés.

La bourgeoisie entraîne ses groupes d' choc, elle laisse les tendances fascistes se développer; elle prépare un « réveil national », c'est-à-dire un tour de vis pour la classe ouvrière. Aujourd'hui les projets de réorganisation de la police d'état constituent une menace directe pour les organisations ouvrières.

Ainsi l'Affaire Slavisky aura contribué à hâter encore l'offensive des nationalistes, à servir de moyen d'agitation aux bandes fascistes.

La question : Qui prend l'offensive ? à qui profite la révélation de ces répugnantes associations de pillards, de ministres et de filles ? prend toute son importance. Le parti stalinien, tout d'abord engourdi, a fini par se réveiller. Mais pour aboutir à quoi ? Un meeting à Bullier sur les Assurances Sociales. A la Chambre Ramette exprima littéralement à Chautemps, quelles précautions on aurait dû prendre pour éviter des escroqueries. Ou est le temps où Doriot se faisait arracher de la Tribune du Congrès de Versailles par les gardes ? Litvinov a passé par là...

Et dans la rue ? Opposer aux bagarres de troupes de choc royalistes à la Chambre une massive mobilisation de classe à l'Hôtel de Ville était bien. Mais le résultat atteint, les insuffisances dans le nombre et l'organisation des manifestants, démontrent ce qu'ont préparé pour le prolétariat la politique syndicale — et toute la politique — de nos Staliniens.

Quant au parti socialiste, son attitude n'est pas pitoyable mais honteuse. Couvrir Chautemps ? défendre ce régime, dans la personne de ses hommes, contre la calomnie. Eh bien, camarades de la gauche, allez-vous pas secouer Faure et Pivert ? Oubliez-vous que vous réclamez le pouvoir ? Une fois de plus, tout cela nous montre le chemin. La bataille décisive s'engage contre le régime pourri. Unissez vos rangs, organisez votre lutte. Ou bien cette peste vous empoisonnera pour longtemps.

Un véritable Staliniste

Dixième anniversaire de la mort de Lénine, l'Humanité a besoin d'opposer à Lénine son compagnon Trotsky et de traiter celui-ci de « petit bourgeois, hôte de l'impérialisme français, insulteur de P. U. R. S. S. » etc.

Pour cette besogne, l'Humanité a réouvert Vaillant-Couturier qui s'exerça déjà contre l'opposition dans la calomnie sur l'ex-officier de Wrangel. Un beau champion révolutionnaire : qui flirta avec les Seltier, Garchery, quand ils furent sur le point de publier un quotidien qui fit faire des défilés par des journalistes bourgeois, pour sortir de la Santé, s'engageant à ne plus faire de politique.

« Oui, nous sommes des Staliniens », répète-t-il fièrement après Thorez. « Nous sommes d'accord. L'ami de Lord Marley est un véritable staliniste, son parti n'a plus rien de commun avec Lénine. »

A la veille du Congrès

par Léon TROTSKY

(Suite)

Tel fut le régime jusqu'à la mort de Lénine et jusqu'à l'ouverture de la guerre contre le « trotskisme ». Les 13^e et 14^e congrès se tinrent déjà avec des retards considérables, qui furent provoqués par les nécessités des manœuvres bureaucratiques de coulisées. Le 15^e congrès fut convoqué, contrairement aux statuts du parti, plus de deux ans après le 14^e : il fallait, au préalable, écraser l'opposition. A l'automne 1927, le Comité Central décida — bien que les statuts du parti ne lui accordent pas et ne puissent lui accorder un tel droit — de convoquer dorénavant les congrès tous les deux ans. Cette décision ne passa pas sans frottements intérieurs dans l'appareil lui-même : il était trop difficile d'expliquer à haute voix pourquoi le parti bolchevik, parti dirigeant, se privait d'un droit qu'il avait eu même dans l'illégalité révolutionnaire : le droit de contrôler son appareil et de lui donner des directives pour l'avenir.

Le 16^e congrès (juin 1930), fut convoqué, pourtant, non pas deux ans après le 15^e (janvier 1928), mais deux ans et demi plus tard, c'est-à-dire déjà en violation même des nouveaux statuts. Enfin, entre le 16^e et le 17^e congrès se passèrent deux ans et huit mois. Pendant les vingt mois, où le Comité Central, non seulement en réalité, mais aussi d'après la lettre des statuts, dirigea par usurpation, ne s'est pas élevée dans le parti une seule voix de protesta-

tion. Pour deux raisons : 1) personne ne croit plus que le congrès de l'appareil soit capable de changer quoi que ce soit dans le travail des sommets dirigeants ; 2) si quel'un, dans sa naïveté, avait tenté d'élever une protestation, il aurait été immédiatement exclu du parti.

L'« épuration », qui précéda le congrès, exclut des dizaines de milliers de gens pour des péchés moins graves. Si dans la période classique du bolchevisme chaque congrès était précédé d'une discussion ardente, qui occupait un certain nombre de semaines, le congrès actuel est précédé d'une épuration bureaucratique, qui occupe une demi-année. Dans ces conditions le congrès n'est qu'une parade imposante de la bureaucratie.

Les libéraux et les social-démocrates ont établi plus d'une fois une analogie extrêmement superficielle entre bolchevisme et fascisme. Le défunt Serrati, ancien chef des marxalistes italiens, dans les dernières années de sa vie communiste, me disait en 1924 : « Pour notre honte, Mussolini a appris chez les bolcheviks beaucoup plus que nous ». Inutile d'expliquer l'irréconciliablement universelle, et l'autre par les méthodes de la dictature révolutionnaire veut liquider les classes et l'Etat, affranchissant par cela même la société et la personnalité humaine. Mais dans les proces-

sus du combat il n'est pas rare que des ennemis mortels échantent leurs armes. C'est un fait que si dans la lutte pour le pouvoir le fascisme a emprunté beaucoup au bolchevisme, dans la dernière période la bureaucratie soviétique s'est approprié de nombreux traits du fascisme victorieux; avant tout, l'affranchissement du contrôle du parti et l'institution du culte du chef.

Il est impossible de lire sans un sentiment de gêne, parfois de honte, la presse soviétique, où à chaque ligne, dans chaque article, dans chaque télégramme dans le compte rendu de chaque réunion le « chef » est honoré et glorifié dans les mêmes formules interchangeables et obligatoires. Même un journaliste aussi peu critique à l'égard de la bureaucratie soviétique que Louis Fischer a trouvé nécessaire de noter le caractère insupportable de ces panégyriques standardisés.

La liaison entre la divinisation du chef et des chefs (les chefs locaux sont divinisés dans les limites d'un territoire déterminé) et le piétinement des statuts, la suppression de la critique des sommets, les convocations des congrès dans des délais arbitraires, après des épurations encore plus arbitraires, — est absolument évidente. Toutes ces manifestations dans leur ensemble signifient la liquidation du parti en tant que tout politique actif qui contrôle, élit et renouvelle son appareil. La première question qui se pose devant les congrès est : où et pourquoi est disparu le parti bolchevik ?

Bureaucratisation de la dictature et contradictions sociales

Pour l'évolution sociale en général, pour la dictature prolétarienne en particulier, il est impossible de prescrire un itinéraire

tout fait et des normes de la raison pure. C'est une naïveté de déclarer que le gouvernement soviétique n'est pas la dictature du prolétariat uniquement pour la raison que la forme actuelle de dictature du prolétariat ne répond pas à nos représentations a priori. Mais s'il est impossible de juger la réalité en se basant sur des normes idéales, il est aussi inadmissible et non moins dangereux d'ériger en norme idéale la réalité soviétique. L'effondrement historique de l'I.C. fut provoqué avant tout par le fait qu'elle proclama l'état soviétique, plus précisément, la bureaucratie soviétique, impératif catégorique. Cependant rien n'est aussi nécessaire actuellement au prolétariat international et à l'état soviétique lui-même qu'une critique marxiste libre, qui ne s'arrête devant rien.

Le caractère rigoureux de la dictature vient de la nécessité d'écraser la résistance des classes possédantes renversées et d'exterminer leurs racines économiques. Mais cette tâche fondamentale de l'Etat ouvrier, selon la théorie officielle, est déjà au fond remplie. Le second plan quinquennal doit seulement l'achever. Déjà la 17^e conférence du parti (janvier 1933) avait décidé, — cette décision se répète maintenant de jour en jour, — que la tâche du second plan quinquennal était non seulement de « liquider les éléments capitalistes et les classes en général », mais aussi d'« anéantir complètement les causes qui engendrent la division en classes et l'exploitation ». Dans les conditions que doit créer le second plan quinquennal, le pouvoir étatique n'a plus grand chose à faire. La lutte contre les dangers extérieurs exige, bien entendu, même dans une société socialiste, une organisation militaire puissante mais en aucun cas elle n'exige une contrainte étatique intérieure, un régime de dictature de

classe. Où les causes disparaissent, les effets disparaissent.

En fait, aucun des dirigeants de l'U.P.S.S. ne croit en une telle perspective. Le second plan quinquennal, calculé pour liquider complètement et définitivement les différences de classe, ne prévoit en aucun cas l'adoucissement de la contrainte étatique, ni même la réduction du budget de la G. P. Ou la bureaucratie dirigeante ne se dispose pas le moins du monde à céder ses postes de commande ; au contraire, elle les renforce de garanties toujours nouvelles. La contrainte, y compris la contrainte à l'intérieur des cadres formels du parti, a pris déjà maintenant un caractère plus rigoureux qu'elle ne l'avait jamais eu dans les années de guerre civile. Cependant dans tous les discours et articles officiels est tracée la perspective d'un retournement prochain des méthodes de la dictature. Cet écart criant entre les deux perspectives, l'économique et la politique, est la preuve incontestable que la bureaucratie dirigeante est manifestement incapable d'apprécier théoriquement ce qui se passe.

Les jeunes théoriciens soviétiques ont fait, il est vrai, des tentatives de présenter la chose comme si le développement socialiste du pays et la liquidation des classes aboutissaient devant nos yeux à un adoucissement et à un affaiblissement des fonctions purement étatiques. Quelqu'un le crurent. La fusion du Commissariat National du Travail avec les syndicats, Louis Fischer, dans une de ses excursions pas très heureuses, en général dans le domaine de la théorie, tenta de la représenter comme le commencement de la liquidation de l'état. En fait nous avons affaire seulement à la fusion de deux appareils bureaucratiques.



La manifestation des fonctionnaires

Ensuite, la manifestation vient trop tard. Il est beaucoup plus difficile de faire supprimer une décision que d'empêcher d'en prendre une. Il faut maintenant bien des mouvements semblables pour obtenir un résultat.

Les manifestants sont venus avec un réel esprit de combativité et il y avait moyen de faire quelque chose. Mais l'a-t-on voulu? La manifestation n'a pas été pratiquement organisée. La place de l'Hôtel-de-Ville est trop grande pour que les camarades puissent s'y retrouver. De là des groupements dus au hasard, sans lien, souvent sans chefs; de là un éparpillement des forces, une action dispersée.

Il reste cependant une chose. On a pu mobiliser des travailleurs appartenant à des milieux qui ne descendent pas volontiers dans la rue; ils sont venus pour lutter. Si l'on sait et si l'on veut entretenir le mouvement, et tirer la leçon des faiblesses et des erreurs de cette journée, il peut y avoir là un avenir.

Lundi, manifestations des fonctionnaires à Paris, à l'appel de la C.G.T., renforcée le lendemain par l'appel de la C.G.T.U.

Deux choses étroitement liées ont forcé la C.G.T. à sortir de son inaction voulue. Les réductions s'accumulent; budget, comité supérieur des économies, conseil des ministres, ont si bien supprimé qu'aujourd'hui le petit fonctionnaire — on n'y toucherait pas, c'était sûr — perd 1/10 de son traitement et ce n'est pas fini. La colère du personnel croît, les dirigeants cégétistes commencent à craindre l'instant où il leur faudra justifier leur inertie. Il fallait donc faire quelque chose.

Nous voulons tirer en quelques lignes les enseignements de cette soirée.

La manifestation aurait gagné en puissance à être préparée en commun par les deux centrales syndicales. Tout son déroulement porte cet handicap de l'absence de lien entre ses participants.

La C.G.T.U. s'est révélée dans l'action, par une tactique fautive du front unique à la base, condamnée à suivre la C.G.T.

Les nouveaux statuts du parti, qui sont soumis à la ratification du 17^e congrès, font un pas décisif vers la fusion de l'état et du parti. Mais comment? Par la voie du remplacement définitif et formel tant du parti que des soviets de masse par un seul appareil bureaucratique. Il s'agit non pas du « dépérissement » (« Absterben ») de l'état dans le sens que donnait Engels à ce mot, mais, au contraire, de sa concentration bureaucratique ultérieure. Rien d'étonnant si les sommets dirigeants rappellent vivement à l'ordre les jeunes théoriciens imprudents qui tentaient de tirer les conclusions politiques de la « liquidation des classes ».

Le dépérissement du parti dans le sens socialiste du mot présuppose la liquidation de la politique en général, par conséquent aussi de la contrainte étatique. Il est le signe que la société s'approche de l'anarchie. Nullement du régime bureaucratique. Que voyons-nous en fait? Si la « politique » de l'U.R.S.S. disparaît, c'est uniquement pour les masses. Toute la politique est monopolisée, centralisée, personnifiée. Ce serait la plus grande naïveté de penser que l'adoration perpétuelle du « chef » est engendrée par de mauvais instincts personnels d'un côté et la servilité rampante des fonctionnaires de l'autre. Cette explication purement psychologique n'explique rien. En fait la divinisation du chef est un élément nécessaire du régime politique actuel de l'U.R.S.S. Comme les ouvriers sont privés de la possibilité de réélire et de diriger leur appareil, il faut quelque autre instance pour trancher les questions étatiques. Les désaccords à l'intérieur de la bureaucratie incontrôlée doivent se trancher en haut, par le « chef », qui n'est rien d'autre que l'appareil personifié.

Mariage et le Syndicat Unitaire

Mariage, devant la pression des ouvriers organisés dans le Syndicat unitaire, a été obligé de reprendre les relations avec l'organisation ouvrière. Quelle puissance aurait pour discuter avec les magnats des transports, une organisation groupant la totalité des travailleurs. Là comme ailleurs, il faut un seul syndicat où les minorités ne soient pas brimées ni suspectées.

Nos amis qui sont nombreux dans le syndicat unitaire engageront le combat dans cette voie. Et la T.C.R.P., ce jour là, en prendra un bon coup.

Le Syndicat de la Seine des Contributions Indirectes pour le front unique

Le 16 janvier a eu lieu une assemblée générale de la section de la Seine du S.N. des Contributions Indirectes. On y discuta de l'orientation générale de l'organisation et de la Fédération autonome. La thèse qui obtint la majorité est favorable à l'unité organique; mais elle dit qu'en attendant cette unité, elle est prête à faire le front unique d'organisation à l'organisation pour la défense des salaires et traitements. On voit bien, par ce fait même, que toutes les manœuvres des Staliniens dans la Fédération autonome pour la constitution de ces comités de lutte à la base qui... que... etc., ne donnent absolument rien.

Bousicot s'est prononcé nettement contre ces nouvelles organisations qui se superposeraient aux syndicats. Il faut maintenant que la Fédération Autonome qui dispose d'une influence importante appuie la campagne sur l'Unité syndicale par un Congrès National de Fusion, qu'elle s'en fasse la propagatrice active.

On n'oppose pas front unique à unité syndicale

Le syndicat confédéré de la chaussure de Limoges propose au syndicat unitaire, la rentrée dans la C.G.T. Il se déclare dans sa lettre contre ce front unique! Pourquoi? Le front unique est un moyen, dans la théorie actuelle, de rassembler les ouvriers pour le combat. C'est un pas en avant pour l'Unité Syndicale.

D'autre part, le syndicat unitaire dans sa réponse parle, comme à l'habitude, d'une C.G.T. unique basée sur la lutte de classes, ce qui ne fait pas avancer d'un pas la question du rassemblement ouvrier.

Les confédérés doivent accepter les propositions unitaires de lutte sur un programme commun; c'est un pas important, il faut le réaliser.

La lutte continue dans la Forêt d'Orléans

Les gros marchands de bois continuent leurs manœuvres pour essayer de briser et la lutte des bûcherons et leur organisation corporative. Les bûcherons du centre de la forêt se sont engagés dans la bataille; l'autre part, ceux de la contrée, est décidée de reprendre le travail lundi, tenant compte des déclarations faites à la presse par les patrons qui acceptaient cer-

Mais s'il s'agit encore non pas du dépérissement de la contrainte étatique, mais de son renforcement, combien doivent être profondes les contradictions sociales, qui provoquent ces processus. Dans quelles directions faut-il les chercher?

Polémisant avec l'auteur de ces lignes dans les pages du « Berliner Tageblatt » en 1932, Radek, avec la frivolité qui lui est propre, nous expliquait que le socialisme signifie la socialisation des moyens de production et de répartition rien de plus, et que si les enfants des ouvriers manquent de lait, cela s'explique par le nombre insuffisant de vaches, et non par l'absence du socialisme. Avec toute sa simplicité séduisante cette théorie est radicalement fautive. Le socialisme présuppose non seulement la socialisation des moyens de production, mais aussi la capacité de ces derniers de satisfaire toutes les exigences humaines. C'est précisément pourquoi dans les vieux manuels on disait que la société socialiste n'est possible qu'à un certain niveau de développement des forces productrices. De ce principe les social-démocrates ont tiré, il est vrai, la conclusion réactionnaire que le prolétariat russe ne devait pas du tout prendre le pouvoir. Ils vinrent aussi à la même conclusion pour l'Allemagne en 1918 et par l'entremise des officiers de Noske enseignèrent énergiquement ce précepte à Karl Liebknecht et Rosa Luxembour.

Mais la conclusion de la social-démocratie est non moins fautive que la conclusion de Radek. La théorie de Kautsky, d'Otto Bauer, de Léon Blum et autres, présupposait une évolution extrêmement harmonique des formes sociales; ayant atteint la maturité nécessaire, les forces productrices invitent messieurs les chefs socialis-

taïnes revendications. L'on sent de plus en plus, en suivant ces mouvements d'agricoles, combien les ouvriers des villes doivent être solidaires de leurs frères de la terre, combien il est nécessaire de les appuyer, financièrement et moralement; car les ouvriers agricoles, malgré qu'ils soient disséminés sur de grandes étendues, s'éveillent à la conscience de classe des prolétaires des villes quand comme eux, ils ne possèdent plus leur instrument de travail. C'est le cas des bûcherons; des vigneronnes dont on n'a pas oublié les luttes vigoureuses (Capestang, etc.). Soutenons les bûcherons, aidons-les à raffermir et à unifier leurs organisations syndicales; ce dont ils sentent le besoin d'avantage en période de bataille. Nous travaillerons ainsi pour le prolétariat tout entier.

Adhésion à la F.S.I.

Il y a quelques années, une scission s'était produite dans la centrale syndicale de l'Inde sur la question de l'affiliation internationale. L'été dernier, l'unification s'est opérée. Le congrès d'unité décida l'adhésion pour deux années à la F. S. I.

C'est là un progrès, mais quelle attitude prendra le président de la F.S.I. fidèle sujet de Sa Majesté Britannique envers ces 136.000 camarades?

A Marseille

Escroquerie au chômage

La presse bourgeoise donne une publicité large aux condamnations que subissent de temps à autre des ouvriers, qui trouvent insuffisante une allocation de 7 francs par jour, avaient trouvé de petites bricoles. La justice bourgeoise appelle cela escroquerie au chômage.

Mais il y a une véritable escroquerie au chômage commise par l'Etat, contre la catégorie sociale la plus misérable: les chômeurs.

A tout chômeur on retient sur la première paye trois jours d'allocation, c'est-à-dire 21 francs. Aucune explication n'est donnée de cet acte arbitraire et le chômeur est une première fois dupé.

Ayant trouvé du travail, je me présente aux guichets pour percevoir la somme due pour les derniers jours de travail. On me déclare que si je voulais être payé de suite on retiendrait 3 jours, c'est-à-dire de nouveau 21 francs. J'accepte, étant forcé de prendre ma place immédiatement. Me présentant à la caisse, celle-ci était fermée. On me dit d'envoyer la carte par lettre et que je serais payé par mandat.

Après une semaine je reçois le montant de la somme due, mais à ma surprise, je m'aperçois qu'on m'a retenu, pour une troisième fois, 3 jours, c'est-à-dire 21 francs, et en plus, on me fait payer les frais du mandat. Ainsi, la caisse de chômage m'a escroqué de 63 francs, sur la misérable allocation de 7 francs par jour.

Et après, on parle d'escroquerie au chômage. Mais où est-ce que se trouvent les véritables escrocs?

Un ex-chômeur.

TRIBUNE DE DISCUSSION

POURQUOI SERRET NE CONCLUT-IL PAS ?

Dans la « Vérité » du 12 janvier, Gilbert Serret de la Fédération de l'Enseignement, analyse justement les causes de la défaite des fonctionnaires. Il montre trois organisations, comprenant presque l'ensemble des fonctionnaires opposant chacune leur méthode à l'offensive du gouvernement.

Serret permettra à l'un des bénéficiaires de la prochaine tranche, un cheminot, de compléter son exposé, d'en tirer toutes les conclusions.

Si les fonctionnaires ont été battus, c'est parce qu'ils sont partagés en trois tronçons; si l'unité d'action n'a pas été réalisée, c'est parce que l'une des trois organisations, le cartel confédéré se refuse à tout front unique et que le cartel unitaire y pose des conditions qui le rendent irréalisable; au milieu de ces deux tronçons la Fédération autonome se sent impuissante à réaliser ses objectifs de classe.

La masse des fonctionnaires veut lutter, dit le cartel unitaire et ce sont les chefs confédérés qui l'empêchent; cette opinion est erronée; si la masse des fonctionnaires avait l'esprit de lutte bien ancrée, elle aurait balayé ses dirigeants réformistes et organisé la lutte. Ce qu'il faut dire c'est que, si la masse des fonctionnaires était groupée dans une seule organisation, elle lutterait parce qu'elle aurait confiance dans sa puissance. La division en plusieurs organisations est un frein à toute action; elle jette la démoralisation et le scepticisme.

Par l'unité syndicale, il sera facile de mettre en échec les visées du gouvernement et du patronat. Il ressortirait de l'unité une impression de force confiante, qui déciderait à l'action les plus timorés.

Entendu, me dira-t-on, et Serret peut-être aussi, unité, mais dans la lutte des classes. Je dis et répète, formule fautive! Unité avec des garanties d'organisation; congrès de fusion de toutes les organisations de la base au sommet, démocratie syndicale, droit de lutter pour faire prévaloir son point de vue, mais pas de conditions autres que celles-là.

Il est regrettable, et je le dis à Serret, que la Fédération de l'Enseignement s'obstine à exiger la reconnaissance de la lutte des classes comme condition à la réalisation de l'unité.

Cette condition la rend impossible. Si les fonctionnaires et les travailleurs en général étaient tous pour la lutte des clas-

ses, contre la collaboration, le B.I.T., la S.D.N., la C.G.T. n'existerait pas. Mais il faut compter avec elle et avec l'influence qu'elle possède sur les masses. Nous devons vouloir l'unité pour convaincre les masses réformistes de la nécessité de la lutte; nous devons la vouloir pour leur démontrer ce que le réformisme (sans réformes) ce que la collaboration, a de nocif. Nos efforts de l'extérieur n'ont pas réussi. Il n'est pas dit que même avec une position juste, l'unité se réalise; mais il est certain que la masse, qu'elle soit réformiste ou révolutionnaire, aspire à l'unité. Si la C.G.T.U. avait conservé la ligne qu'elle a eu jusqu'en 1925, il est possible qu'elle aurait encore en face d'elle une C.G.T., mais celle-ci serait vidée de ses effectifs.

A l'heure actuelle, l'unité s'impose plus que jamais; elle s'impose plus que jamais lutte des classes.

En admettant qu'un congrès de fusion maintienne à sa tête une direction réformiste, celle-ci serait balayée dans la suite parce que le processus se passerait inévitablement à la base.

Nous n'avons rien à craindre de l'unité; c'est pour cela que je demandais à Serret et à tous ceux qui sont partisans du congrès de fusion: « Pourquoi, puisque l'unité que vous proposez, vous voulez la faire avec tous les travailleurs, communistes, socialistes, réformistes, chrétiens, sans parti, y mettez-vous des conditions que la plupart repousseront? »

LEGER.

La question du blé

Parmi les problèmes que pose la crise agricole se trouve au premier plan, la question du blé. Ce problème se pose ainsi: Le blé est tombé sur le marché français à un prix ridiculement bas, tellement bas que les producteurs nous intéressants sont les dant sa récolte à ce prix, payer ses frais et vivre.

Il convient évidemment de s'entendre quand on parle de producteur de blé; ici les producteurs vous intéressants sont les métayers, les petits fermiers et les paysans travailleurs.

Devant la situation catastrophique engendrée par la baisse du blé, les divers gouvernements bourgeois ont cherché des remèdes et au mois de juillet dernier le Parlement mit au monde une loi dite « de défense du marché du blé ». Cette loi établissait le prix minimum au-dessous duquel il ne devait pas être vendu de blé.

Tout le ridicule d'une pareille loi n'est pas à montrer. Il s'agissait surtout pour les parlementaires, à la veille de partir en vacances, de paraître apporter quelque chose à leurs électeurs producteurs de blé. Ils leur apportèrent donc un texte de loi et... un prix minimum: 115 francs les 100 kilos.

Théoriquement cette loi venait fausser complètement la grande loi capitaliste de la libre concurrence et ces messieurs les agitateurs eurent tôt fait de trouver le remède en faisant jouer cette autre loi de la jungle: la loi de l'offre et de la demande. Instantanément, il n'y eut plus, sur le marché, de demande de blé. Le résultat ne se fit pas attendre; un marché clandestin du blé s'organisa où les paysans ayant besoin d'argent vinrent proposer leur récolte; et là les aigrefins les tenaient, ils posaient leurs conditions à ceux qui, pressés par le besoin, venaient offrir leur marchandise, plus sûrement que jamais le métayer, le petit fermier, le paysan travailleurs étaient dévalisés!

Le ministre de l'Agriculture mis au courant, déclara ne pouvoir rien faire!

Il fit pourtant quelque chose; ces jours derniers la loi revint devant les Chambres afin « d'amélioration ». En fait d'améliorations, les charges sur les paysans furent augmentées. On fixa le taux de courrage attribué aux intermédiaires (2 francs par 100 kilos) on instaura une taxe de 3 fr. par 100 kilos, soi-disant destinée à renforcer le service de répression des fraudes. (En réalité, un impôt nouveau) enfin on décida que le transport du blé vendu au moulin ou à la gare, doit être fait par le vendeur ou à ses frais!

Il y a loin de ces mesures uniques au maintien du cours légal et le paysan pauvre producteur de blé, est toujours volé parce qu'il a besoin de vendre. Le gros récoltant, propriétaire ou fermier, lui, peut attendre, il peut discuter avec les aigrefins du commerce ou de la minoterie, il est seul susceptible de profiter du prix légal du blé.

Il faut donc que le paysan pauvre cherche une solution à cette situation, il lui faut la chercher sans souci de ses incidences sur le régime.

Le parti socialiste a présenté ses solutions, elles s'inspirent du désir ardent de mettre de l'ordre dans la maison capitaliste, le parti communiste préconise le moratoire des dettes et l'octroi des crédits spéciaux aux paysans pauvres.

Nous pensons que c'est de ce côté là qu'il faut rechercher les mots d'ordre à lancer pour cette question du blé, mots d'ordre d'action immédiate car la misère n'attend pas.

Un tel résultat ne peut être obtenu que par l'organisation des paysans et par leur action. Nous en causerons dans un prochain numéro.

Pierre PUTAIE.

Où en est la métallurgie ?

DES CHIFFRES :

Production d'acier brut en France pendant les mois de septembre 1932 et 1933, d'après les statistiques du Comité des Forges de France.					
Production totale	581	792	808	453	551
Moyenne mensuelle	Septembre				
	1913 (a)	1928	1929	1932	1933
Actier brut					
Répartition par régions					
Est	210	302	306	170	210
Alsace et Lorraine	190	237	249	141	175
Nord	98	134	141	84	92
Centre	44	44	47	20	34
Sud-Ouest	13	5	5	3	3
Sud-Est	10	10	10	6	5
Ouest	16	48	50	31	32
Nombre de hauts fourneaux à la fin de chaque période					
En activité				81	
Hors feu ou en construction				130	120

les au pouvoir. Tout se passe dans les cadres de la démocratie, avec un confort total pour tous les participants. En fait, le trait fondamental du développement historique, ce sont des ruptures constantes d'équilibre entre les forces productrices et la politique, à l'intérieur des forces productrices elles-mêmes, par exemple, entre l'industrie et l'agriculture, entre le poids social de la bourgeoisie et celui du prolétariat, entre la puissance potentielle du prolétariat et la force réelle de son parti, etc. Des conditions historiques contradictoires ont contraint le prolétariat russe à prendre le premier le pouvoir, bien que du point de vue de la comptabilité socialiste « raisonnable » il eût été incomparablement plus avantageux que le pouvoir fût pris plus tôt par le prolétariat des Etats-Unis, de l'Angleterre ou de l'Allemagne. Si, pourtant, obéissant aux mencheviks, le prolétariat ne s'était pas saisi du pouvoir en 1917 et n'avait pas nationalisé les moyens de production, la Russie se serait trouvée vouée au sort de la Chine.

Pourtant, les disproportions du développement économique et culturel, où il y a des retards et des bonds, ne sont pas disparues dans la dictature du prolétariat; elles ont seulement pris une forme méconnaissable. Les forces productrices de l'U.R.S.S. se développent maintenant sous une forme socialisée, mais elles traversent encore — surtout en comptant par tête d'habitant — les stades que les pays capitalistes avancés ont déjà depuis longtemps laissés en arrière. De là proviennent aussi bien les contradictions sociales aigües du monde soviétique, malgré l'« anéantissement des classes », que l'effroyable confusion théorique des chefs.

Le socialisme, c'est-à-dire l'édification

d'une production et d'une répartition harmoniques, présuppose en tout cas que tous les enfants aient du lait à discrétion. Si les vaches sont socialisées, mais sont trop peu nombreuses, ou ont des pis trop arides, ce n'est pas encore le socialisme, car par suite du manque de lait naissent des conflits: entre la ville et le village, entre les kolkhozes, les sovkhozes et les paysans individuels, entre les diverses couches du prolétariat, entre tous les travailleurs et la bureaucratie. C'est précisément ces conflits aigües inévitables, prenant inévitablement un caractère social et, par ses tendances de classe, qui exigent une intervention autoritaire d'en haut, c'est-à-dire la contrainte étatique. Parfois, comme nous l'observons, des rixes à cause du lait aboutissent à la destruction malveillante du bétail laitier, et cela contraint le pouvoir étatique à dénationaliser la vache, en la rendant au paysan avec tous les droits de la propriété privée. Il y a seulement quelques jours, le gouvernement, pour une semblable raison, s'est trouvé contraint de rendre les chevaux aux paysans pour « utilisation viagère ». Ces simples faits contiennent la clé de l'énigme de la toute-puissance bureaucratique. Ce n'est nullement un paradoxe de dire que si quelque religion antique, aussi par manque de bétail, s'appuyait sur le bœuf Apis, la religion du monothéisme bureaucratique repose sur la vache, — non pas sur celle qui existe, mais sur celle qui manque.

Le problème, certes, ne se borne pas au lait, il ne faut que commencer avec le lait et le pain. La contradiction traverse tout le système de l'économie et des relations sociales. Cette question, pourtant, est trop complexe et exige un article particulier.

Le 20 janvier 1934. L. TROTSKY.

NORD ET PAS-DE-CALAIS Vie de la Ligue et des Jeunesses

DANS LE TEXTILE LILLOIS

La Comédie de la détresse

(Suite de la Première Page)

L'industrie cotonnière française était avant la guerre la troisième du monde, l'après-guerre a vu se modifier considérablement les conditions de production sur le marché mondial, le centre de gravité de l'industrie cotonnière s'est déplacé vers l'Extrême-Orient.

Nous devons nous limiter dans les cadres de cet article à un bref aperçu de ces questions. Leur examen approfondi démontre que la crise de l'industrie cotonnière française est provoquée depuis l'après-guerre par des facteurs permanents aggravés en une mesure assez faible par la crise générale, cela d'autant que : les salaires ont subi en moyenne plus de 15 p. cent de réduction dans maintes usines les conditions de productions ont été modifiées (conduite de plusieurs métiers, etc.) de nouvelles catégories de débouchés se sont considérablement développées.

Fin 1933, les maîtres de l'industrie cotonnière française marquaient leur satisfaction d'une stabilisation et de certains progrès dans la réduction du prix de la main-d'œuvre. Le début de 1934 voit leur presse se féliciter des succès de planification par la N. R. A. de la production des matières brutes (l'industrie cotonnière française important 94 p. cent) planification tendant à une réduction sensible des plans et de ce fait, provoquant une augmentation de cours passant de 216 à 232.

Pour ne citer qu'un témoignage parmi tant d'autres, prenons le communiqué des Filés coton du 17 janvier :

« Ronbaix-Tourcoing, 17 janvier 1934. —

La hausse du brut se consolide et les acheteurs souhaitent maintenant une légère réaction pour s'approvisionner. L'année a donc débuté favorablement et nous pourrions espérer une augmentation de la demande, tant en brut qu'en filés, si l'on songe à la pénurie générale de produits manufacturés dans le monde, et dans notre région en particulier, où les stocks font défaut. »

« Le Nord Industriel ».

Nous sommes loin de la situation tragique prononcée par la Chambre de Commerce Lilloise, en son télégramme au Ministre. Certes, nous savons quel handicap subit à l'exportation l'industrie cotonnière, certes le marché intérieur est restreint par la crise, certes la suppression de la surtaxe compensatrice et la diminution de la taxe à l'importation peuvent favoriser la concurrence anglaise et japonaise ; mais dans une mesure assez faible ces taxes étaient, en effet, qualifiées il y a quelques semaines par les industries cotonnières « d'inexistantes » (ce qui caractérise la tentative de chantage actuelle à l'égard des « pouvoirs publics »).

En réalité, dans la crise générale, l'industrie cotonnière est à un palier, au début d'une hausse, dans une situation plus favorable qu'il y a une année.

La fermeture de quelques usines ? menace que le patronat ne mettra en exécution que dans la mesure où cela fait partie de son plan de concentration et de maintien du chiffre de production par une rationalisation plus brutale. C'est le cœur de la question : le patronat du coton pour assurer et élargir son marché intérieur (au début d'une hausse) joue sur deux tableaux :

- a) Obtenir des protections douanières,
- b) Réduire les salaires, briser les organisations.

Dans ce plan, menace de fermeture, crise de détresse, réduction de salaire prochaine, sont des moyens pour opérer un redressement d'une situation favorisée par la hausse des prix provoquée par la planification Roosevelt.

Telle est, du côté patronal, dans ses grandes lignes, la situation ; les stocks semblent faibles, mais peuvent suffire à la période relativement creuse dans laquelle nous entrons pour ce genre d'industrie. On peut nettoyer le terrain pour la prochaine saison. Toutes les « détresses » ne sont que des moyens de pression sur l'opinion publique et ouvrière.

Sur ce point du front ouvrier, si le patronat exerce sa menace ; c'est une bataille d'importance par son objectif qui va se développer. Débutant aux usines de coton, la bataille s'étendra au lin, plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers entrèrent dans le combat.

Ainsi qu'à Dunkerque, il s'agit ici d'une méthode de combat offensive du patronat pour améliorer dans la crise ses positions, pour tenter de repartir en avant. Ainsi qu'à Dunkerque le mouvement va subir les effets de la situation des syndicats ouvriers. Ce sont les réformistes qui sont tout puissants, les unitaires quasi inexistants. Les réformistes auront tout le mouvement en mains ; et celui-ci risque d'échapper aux révolutionnaires, si ces derniers ne comprennent pas la leçon du rapport des forces, et ne s'adaptent à cet état de fait.

Nous avons aujourd'hui examiné comment la situation se présente ; nous examinerons la constitution du front ouvrier et notre action propre dans ce combat.

LINIER.

VIE OUVRIÈRE

LILLE

Pourquoi nous quittons la C.G.T.U.

La déclaration que nous avons publiée dans la « Vérité » du 19, commence à porter ses fruits, de part et d'autre des commentaires ou des insultes se font jour et pour certains, il paraît que nous capitulons devant les réformistes ! Non, nous n'avons pas capitulé, nous restons des révolutionnaires, nous ne voulons plus militer dans des organisations qui représentent la caricature du parti communiste, où seuls ceux qui sont d'accord avec Staline ont droit à la parole et peuvent apporter leurs points de vue sans être insultés. Nous rentrons à la C.G.T. en révolutionnaires conscients des tâches à y accomplir, car nous n'avons pas oublié les enseignements de Lénine, nous adhérons à la C.G.T. non pour faire comme les Boville et les Rambaut, mais bien pour défendre le point de vue de véritables communistes, nous lutterons dans son sein pour hâter la réalisation de l'unité syndicale, rien nous fera oublier qu'au sein de la C.G.T.U., il y a des ouvriers révolutionnaires et que notre devoir est de les amener à nos conceptions, ce n'est pas sans amertume que nous quittons une organisation où nous avons milité pendant des années, mais l'intérêt des ouvriers exigeait que nous accomplissions ce geste, les criarderies des uns et des autres n'y feront rien, inlassablement nous suivrons notre route, certains que nous sommes de suivre une ligne communiste conséquente, dans la C.G.T. nous lutterons avec les ouvriers de la base contre la politique réformiste qui conduit les travailleurs d'abdication en trahison.

Seuls les Staliniens stupides ne comprennent pas cela, tant pis pour eux.

DE VREYER, CORNILLE.

La conférence régionale du Parti Communiste

Dans le courant du mois de février, a lieu la conférence régionale du parti, cette dernière se tiendra au moment d'une crise sans précédent, et au milieu de l'indifférence la plus complète, en effet, de plus en plus, le P. C. dans le Nord, comme ailleurs, n'existe plus comme facteur politique, résultat de la politique absurde imposée par Staline, plus de cellules fortes des syndicats squelettiques, voilà le bilan de la politique des Staliniens, il suffit de lire l'Enchaîné, ou pour la préparation du congrès, seulement, deux membres du Parti, ont jugé utile d'apporter leurs points de vue, il apparaît une fois de plus que l'on ne discute plus dans le parti, et que les membres n'osent plus apporter un argument de peur de n'être plus dans cette fameuse ligne qui est toujours juste, mais qui fait sauver les adhérents, nous disons aux camarades du parti, qu'ils doivent prendre position d'une façon nette, ils doivent à cette conférence, demander des comptes aux dirigeants, le parti est atteint d'un mal incurable, ce mal provient de ce que les incapables et les automatés du parti croient toujours les enseignements de Lénine, car celui-ci sert pour eux ce que le christ sert aux bigots ils doivent quitter ce parti d'impuissance et venir renforcer les rangs de la ligue communiste, il n'y a pas d'autres votes, avec eux, nous rebâtissons un vrai parti prolétarien, notre influence se renforce chaque jour, aux camarades du parti nous disons : assez de palabres de la part des dirigeants. Créons le nouveau parti de Lénine et écoutons l'appel de détresse de notre camarade Trotsky !

Vive la 4^e Internationale !

DE VREYER.

Une lettre de démission dont Calas ne parlera probablement pas

Au Camarade Calas, Région du Nord du Parti Communiste

Je vous adresse ma démission du Parti Communiste et l'accompagnement d'un minimum de commentaires.

Au lendemain de la défaite des dockers de Dunkerque, je n'éprouve aucun hésitation à imiter le geste de mon frère qui, de votre propre aveu, n'avait pas sa place dans le Parti et vous prie de porter sur moi la même appréciation. Nous étions en septembre dernier l'un et l'autre impressionnés par la situation du Parti dans la région dunkerquoise : inexistence du rayon, existence relative d'une seule cellule de quinze adhérents dont cinq se réunissent sur les soixante-douze d'il y a cinq ans ; perte, en quelques années, de 50 pour cent des voix aux élections, lutte sourde entre deux chefs de clan, menée à coups de ragots, d'accusations graves parfois, dont la majeure est dû en partie, certes, des exaltations immédiates. Cette lutte dure depuis trois ans. A nos appels naïfs de jeunes adhérents demandant la lumière, fondant leurs espoirs sur une commission des conflits totalement ignorante de la question vous avez répondu par d'évasives promesses, arguant de l'importance du lock-out pour éviter de prendre parti, recommandant même au sol-disant secrétaire du rayon fantôme de ne pas communiquer aux « nouveaux adhérents » les dossiers-massues dont l'un monnaie l'autre sans que se produise jamais le choc tant attendu.

Dans l'intervalle, toutefois, vous avez annoncé dans les colonnes de l'Enchaîné, voire de l'Humanité, la constitution d'une cellule de dockers à Dunkerque. Je n'aurai pas la cruauté d'insister. Le lock-out est terminé.

Cette passivité obstinée, cette décomposition continue du mouvement révolutionnaire au sein d'un prolétariat admirable à la fois de combativité spontanée et d'héroïsme patient, je ne peux les mettre au compte de défaillances locales individuelles, ni de votre myopie à vous. L'espoir dans ce cas serait encore possible ; et ma démission sans objet. Je ne peux oublier en effet l'intégrité incontestable des dirigeants de ce malheureux syndicat des dockers, et l'indéniable impression de sincérité que vous donnez à ceux qui vous approchent.

La question n'est pas là. Sympathisant depuis des années, j'étais entré au Parti, soucieux des apaisements que vous nous donniez, au groupe « L'Étincelle » en réponse à nos critiques, nos inquiétudes, et nos espoirs. À la suite de l'appel affolé de la III^e I. C. à la I. O. S., de ce tou-tou-tou d'initiatives, dont la plus curieuse fut assurément constituée par les conversations de café avec P. Faure, après cette effrayante catastrophe allemande dont vous refusez, je le prétends parce que c'est vrai, de faire l'histoire, nous

avons pu croire, au sujet de la lutte contre le fascisme, de la conception du front unique, de la démocratie intérieure du Parti, à un véritable tournant, à une conciliation possible entre le « trotskysme » et la politique officielle, et le mal immense déjà nous semblait réparé.

Nous nous trompions. Vous ne faîtes que tituber sur la route de l'histoire, mais votre admirable sérénité a repris le dessus, et vous revolez incrusté dans la crise du communisme.

La crise du capitalisme, cette crise dont vous n'arrivez décidément plus à savoir si « elle ne disparaîtra qu'avec le capitalisme » (Staline, p. 55 de la Corresp. Intern. du 13 janvier 1934, ligne 8) ou au contraire si c'est une crise qui « n'est pas la dernière » (même journal, même ligne, même numéro, p. 42, ligne 24) travaille certes, par instants, à rendre moins apparente votre désagrégation, du moins dans certaines régions, mais d'autres défaillances que celle de Dunkerque surviendront bientôt, plus graves encore. Invariablement, vous les transformez en victoires dans les « Cahiers du Bolchevisme » à moins que vous ne les expliquiez par la trahison des chefs socialistes.

Quand vous recherchez, dit Marx, les causes du succès de la contre-révolution, on vous fait de « tous côtés cette réponse commode : c'est moi, c'est sûr un tel ou le système un tel qui a trahi » le peuple. Cette réponse peut être vraie ou fautive, suivant les circonstances, mais, en aucun cas, elle ne peut expliquer quoi que ce soit, ni « montrer comment il s'est fait que le peuple se soit laissé trahir de la sorte... »

La défaite de Dunkerque, l'état de délabrement du Parti, la faiblesse du niveau idéologique de la masse et des cadres, ne sont pour moi, et certains de mes amis, que les conséquences très ramifiées d'une politique qui, parlant de l'expulsion de Trotsky, aboutit, poussée par les événements, et par une suite de zig-zags et de culbutes, aux pactes de non-agression, à la nouvelle attitude de P. R. S.S. vis-à-vis de la S.D.N. à la constatation par Platnitsky, en 1933, que la révolution allemande était possible dix ans auparavant.

Au regard de la révolution mondiale : opportunisme. Vis-à-vis du « trotskysme » : mensonges, tripatouillages de textes, falsifications de la pensée.

Quelques mots encore au sujet de ce que vous faites écrire dans l'Enchaîné en compte-rendu de la conférence de Marja Raese : les trotskystes seraient tous des « exclus pour malhonnêtetés politiques ou autres ». Je pense d'un tel argument que je ne l'emploierais d'ailleurs pas de savoir si les trotskystes sont tous tarés, mais bien de vérifier l'accord du « trotskysme » avec Marx et Lénine.

Avec la conviction que les faits bientôt répondront, je vous quitte et vous prie d'agréer l'assurance de mes sentiments communistes.

DE VREYER.

La grande FÊTE DE « LA VÉRITÉ »
au profit des CAMARADES ALLEMANDS ÉMIGRÉS
à lieu Dimanche 4 Février à 14 h. 30,
Salle du Syndicat, 12, Rue du Renard (Métro : Hôtel-de-Ville)
CHANT DES BOLCHEVIKS-LÉNINISTES (par un chœur)
Musique et chants révolutionnaires par
DARNAUD et R. CABY
De l'Association des Écrivains et Artistes Révolutionnaires
Drapeau Rouge, La IV^e Internationale, Chant de guerre,
Chant des Pêcheurs de Perles, Contre le fascisme, etc...
et un spectacle nouveau offert par le groupe de théâtre
« UNE GRAINE »
(Chants, sketches, pièces sociales et autres)
« Y a pas de mal » - « La branche de tilleul » - Chœurs parlés - Danses - etc...
Billets de participation 0.95 - 4 billets donnent droit à l'entrée
Les camarades des groupes de la R. P. sont priés de faire le maximum d'efforts pour populariser notre fête centrale et diffuser les billets.
Retirer les billets à « La Vérité » Responsable : L. BILINE.

AU TEIL

Les Staliniens ont peur

Mercredi, 17 janvier, une réunion était organisée par notre groupe au Casino-Cinéma. Mais après nous avoir été accordée, cette salle nous était refusée « les communistes ayant fait dire au directeur du cinéma qu'ils casseraient tout si la réunion avait lieu » ! Le directeur s'est porté garant de la chose. Voici ce que les communistes firent encore pour éviter le débat : Jeudi soir, nos affiches étaient lacérées sans nos concours — mais le jeudi à midi cet afficheur avait dit à un de nos camarades qu'il ne les toucherait pas et nous avait même fait un prix réduit pour une deuxième affiche ! Entre temps, les Staliniens — de bons clients — lui avaient monté le coup. Il l'avoua le jeudi suivant publiquement en disant à notre camarade « Tes anciens amis le dresseront ».

Malgré ce sabotage, la réunion eut lieu — sans affiches, sans tracts — cinquante personnes, surtout des jeunes, étaient présentes. Mais de communiste, point, ils s'en tirèrent par une affiche qu'ils firent poser deux jours avant la réunion : ils calomniaient basement nos camarades et se refusaient à venir discuter dans une réunion « restreinte ». Cela prouve la peur de nos arguments. Si dans une vaste salle le sabotage est possible, dans une salle de café, il ne faut pas des cris, mais des explications.

Nos Staliniens attendent que nous réunissions la large masse, ils vont crier à l'échec parce que nous n'étions que cinquante, mais au Teil quand Semard vient il ne réunit même pas ce nombre d'auditeurs.

Ils pourraient rechercher dans leur façon d'agir, la cause du dégoût des ouvriers pour la politique au lieu de publier des affiches aussi basement insultantes que celles-ci, totalement dépourvues d'arguments politiques et particulièrement ridicules et odieuses.

Malgré ou plutôt avec l'aide de ces méthodes, l'impuissance du stalinisme apparaîtra aux masses ouvrières qui construiront le nouveau parti communiste et la 4^e Internationale.

JEUNESSES LÉNINISTES

LE TEIL. — Nos camarades nous annoncent la création d'une solide cellule de Jeunes Ouvriers et Paysans.

LILLE. — Nos jeunes léninistes accroissent leur force et leur influence. Ils espèrent dépasser rapidement la J. C. qui est très faible dans Lille ouvrier.

Marseille, Montpellier, Poitiers, Chagny doivent envoyer sans délai au C.N. leur rapport d'activité.

REGION PARISIENNE

Secteur Nord-Ouest

Le développement de nos effectifs dans la banlieue Nord-Ouest nous amène à la constitution d'un secteur comprenant les cellules de Levallois, Cllichy, Asnières, Puteaux et les camarades isolés de la région. De bonnes perspectives existent pour la constitution de nouvelles cellules.

La conférence constitutive aura lieu le dimanche 11 février.

Ordre du jour :

- 1) Rapport des cellules ;
- 2) Plan de travail du Secteur ;
- 3) Ecole marxiste.

Dimanche après-midi. — 1) Rapport d'organisations ; 2) Rapport politique et tâches politiques dans le secteur.

Dès maintenant un bureau provisoire est constitué avec pour tâche, la préparation de cette conférence.

LEVALLOIS. — Une solide cellule ouvrière de Jeunes Léninistes est constituée avec pour noyau des copains exclus ou démissionnaires de J.C. Malgré les calomnies staliniennes elle ira rapidement de l'avant.

COLOMBES. — Une réunion S.F.I.O. de 150 personnes a eu lieu jeudi 18. Les staliniens ne pouvant s'imposer, la réunion fut troublée à tel point que personne ne put parler. Les jeunes léninistes présents expliquèrent aux J.C. que ce genre d'exploit ne peut qu'élargir le fossé entre ouvriers socialistes et communistes.

Paris Rive Gauche

Le secteur Paris Rive Gauche a été constitué. Il ne comprend encore que deux cellules (13^e et 15^e) qui ont de bonnes perspectives dans ces deux arrondissements ouvrier.

Exploit staliniste

Samedi soir plusieurs dizaines de staliniens ont provoqué nos vendeurs place d'Italie.

C'est évidemment plus facile de l'empêcher au même métré les camelots de vendre leur torchon. Nos camarades sont allés vendre ailleurs pour ne pas provoquer d'incidents. Mais désormais, notre cellule doit savoir mobiliser plus de 5 ou 6 camarades pour la vente.

Meeting dans le 13^e

Notre cellule a décidé un meeting sur la lutte de la jeunesse ouvrière contre le fascisme. Date et lieu seront annoncés par affiche.

Réunion commune avec les Jeunes socialistes du 15^e et du 16^e

Mardi 23 janvier a lieu une réunion commune intérieure des J.S. du 15^e et du 16^e avec les Jeunes léninistes du 15^e sur le sujet : « Les leçons de la catastrophe allemande ».

J. L. et J. S. sont d'accord pour considérer cette réunion comme un premier pas vers des actions communes.

Un compte-rendu succinct paraîtra dans le prochain numéro.

Bulletin Intérieur

Le numéro 2 du « Jeune Léniniste » (Bulletin intérieur des J. L. est en préparation). Il portera sur les problèmes généraux d'organisations, sur la constitution des secteurs de la R. P., sur le travail des jeunes dans les syndicats. Les camarades et les cellules doivent envoyer dans le plus bref délai des articles de discussion.

Ce bulletin n'a pas pour but (comme dans les J. C.) de faire digérer les « décisions », mais d'animer la vie politique dans nos rangs et de faire de nos points de vue, le fruit de la discussion de toute l'organisation.

Octobre Rouge N° 4

Va paraître le 1^{er} février — au sommaire : Avec ardeur et discipline ! — L'Armée Rouge — Assez de sang au Maroc — A bas le régime de Stalinsky — Le Congrès des Jeunes Communistes — Le mouvement des J.G.S. belges — Les jeunes et les syndicats — De nombreux autres articles, notes, comptes-rendus et une page nourrie de la jeunesse ouvrière.

160 étudiants au meeting des étudiants léninistes et socialistes

Mercredi 17 janvier, étudiants léninistes et socialistes tenaient un meeting à la Mutualité pour poser devant les étudiants les problèmes de la lutte contre le fascisme. 160 étudiants révolutionnaires répondirent à notre appel.

Le camarade Lejeune (secrétaire général des E. S.), rappela les conditions du front unique d'ou l'U.F.E. s'est dérobée. Le camarade Crapleau (des E. L.) montra que la seule voie était celle de la 4^e Internationale et expliqua ce que devait être le front unique contre le fascisme qui grandit rapidement au quartier.

Ensuite, un délégué de l'U.F.E. et un délégué de la J.C. du 5^e, vinrent débiter leurs éternelles liturgies sur le front unique à la base... et la lutte du « glorieux P.C.A. », nous invitait à rejoindre le boulevard barbusiste et refusant de constituer avec nous une milice antifasciste. Après quoi le camarade Roussel, secrétaire des E. S. s'étonna de voir que, précisément, au moment où sous la pression des événements mondiaux, d'importantes couches socialistes évoluent quelque peu encore confusément, vers les positions révolutionnaires et léninistes, l'Internationale staliniste, elle, passe sur des positions réformistes, sous le couvert de phrases gauchistes. Il appela à l'organisation immédiate de la milice commune.

Après lui intervint notre camarade Gérard. Aux applaudissements de la salle il précisa notre position, face aux trahisons de la social-démocratie et du Comintern ; il régla son compte aux partisans de Barbusse et autres Lord Marley, lèche Lotte du roi George V, et il demanda aux étudiants de continuer le front unique d'organisations, sur base d'actions précises contre le fascisme. Sur intervention fut saluée d'une vigoureuse Internationale.

A l'unanimité, malgré le sabotage staliniste, une résolution fut adoptée de solidarité avec Torgler et ses compagnons, avec les victimes coloniales de l'impérialisme, et notre camarade Tehen Dou Slou, chef des bolcheviks léninistes chinois.

Excellente réunion pour le front unique au quartier latin.

UN TRACT

A Bullier

Au meeting du 16, à Bullier, qui suivait la manifestation de Ménilmontant, nos camarades distribuèrent un millier de tracts invitant les ouvriers à tirer des leçons de la sortie des fascistes à Ménilmontant. Un Staliniens qui se jeta sur un de nos camarades fut blâmé par des ouvriers qui reprirent les tracts qu'il déchirait.

Les discours ne réchauffèrent pas la salle — plus que l'apologie de la politique syndicale unitaire que les phrases creuses et sans conclusion sur Stalinsky.

REGION PARISIENNE

GRUPE DU XV^e

Le groupe du 15^e arrondissement s'est renforcé à la suite de nouvelles adhésions.

Plusieurs démissionnaires du Parti Communiste et d'anciens membres des Jeunes Socialistes sont venus s'ajouter au noyau initial.

Plusieurs discussions intérieures intéressantes ont eu lieu, sur l'U.R.S.S. en particulier.

L'activité pratique se développe : différents journaux d'entreprise vont paraître prochainement.

Deux équipes de vente à la criée de la Vérité fonctionnent régulièrement.

Le Groupe a demandé la contradiction à la Section Socialiste locale pour sa réunion publique du 2 février. Nous attendons la réponse de la Section Socialiste.

Permanence

Une permanence pour le 15^e se tient tous les dimanches de 9 h. 30 à midi au Café 33, rue Cambonne (à Au rendez-vous des Châtillonnais).

Sympathisants sont cordialement invités à venir discuter avec nous.

BOULOGNE-BILLANCOURT

Nous avons à Boulogne plusieurs sympathisants et il y a la possibilité de former une nouvelle cellule. Une réunion pour les sympathisants aura lieu prochainement.

Qui prendrez-vous dorénavant pour vos fournisseurs ?

Voici une liste de commerçants que vous devez favoriser dans la mesure du possible puisqu'ils aident notre journal par la publicité qu'il leur accorde.

BOIS - CHARBONS.

A. Vincent, 50 avenue Anatole-France, Villette-sur-Seine (Italie 14-09).

CHIRURGIE - ACCOUCHEMENT.

Toutes les garanties scientifiques de l'Hôpital et la liberté des soins à domicile

TARIF ACCESSIBLE A TOUS particulièrement aux Assurés sociaux

MAISON DE SANTÉ DE PARIS SUD

du Docteur LACROIX ANTOINE

50, Avenue de Fontainebleau, VILLEJUIF (ITALIE 11-25)

Etablissement privé le moins coûteux de la région de Paris

COIFFEUR.

Maison Daniel, 9, rue Esquirol, Paris (15^e).

CYCLES.

Cycles Gérard, 142, rue Lafayette (garantis 5 ans).

DENTISTE.

Cabinet dentaire, 42, rue Merri, ouvert de 9 heures à 18 heures (le mardi et vendredi, et sur rendez-vous jusqu'à 20 heures).

DISQUES - PHONOS.

Le Populaire, 79 boulevard Saint-Denis, Paris.

HERBORISTERIE.

Maison Bitailon, 26, r. de Wattignies, Paris (12^e).

HOTELS.

Raoul, 46, r. Nationale (ch. claires, prix modérés) (13^e).

LIBRAIRIE.

Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse (10^e).

OPTIQUE.

Optique médicale, 49, rue des Poissonniers (18^e).

RESTAURANTS.

J. Casses, 10, r. Frédéric-Sauton (5^e).

Foyer Végétarien, 40, r. Mathis, (19^e) (le repas 5 francs).

TAILLEUR.

Bernard, 122-124, rue Nationale, Paris (13^e)

Le Gérant : P. FRANK

Imp. du COMMERCE et des POSTES 12, rue Notre-Dame de Nazareth, Paris